



Lettre de Gabriel Attal aux Français

SUR
LES

FINANCES PUBLIQUES

**Rétablir nos comptes
pour préserver l'avenir
de notre jeunesse**

Mes chers compatriotes,

La France vit à crédit, et ce sont nos jeunes qui en payeront le prix.

L'année prochaine, nous devons verser **91 milliards d'euros simplement pour payer les intérêts de notre dette**. C'est **plus que le budget de notre école** !

Depuis la dissolution de juin 2024, tout s'est accéléré : la dette publique a augmenté de 300 milliards d'euros et l'écart de nos taux d'intérêt avec ceux de l'Allemagne a quasiment triplé.

La vérité, c'est que nous finançons notre train de vie avec la carte de crédit de nos enfants et de nos petits-enfants.

Si nous ne réagissons pas maintenant, d'autres décideront pour nous. Et ils décideront brutalement.

Mais nous pouvons y arriver !

En 2024, j'ai eu l'honneur de vous servir comme Premier ministre. Dès mes premières semaines j'ai pris des décisions difficiles : 10 milliards d'euros d'économies. Cela ne s'était jamais fait. Et grâce à cette décision, **les dépenses de l'État ont baissé cette année-là : une première depuis 15 ans.**

Si vous me faites confiance en 2027, je redresserai nos finances publiques. J'y suis prêt.

Depuis des mois, j'ai travaillé avec des économistes et des experts des finances publiques et j'ai élaboré un plan clair, ambitieux et solide.

D'abord, dès mon élection, j'actionnerai **un frein d'urgence de 20 milliards d'euros d'économies pour stopper l'hémorragie**. Je l'ai fait comme Premier ministre, je le ferai comme Président.

Ensuite, je lancerai **un plan de 150 milliards d'euros d'économies sur le quinquennat.**

L'objectif : des comptes de la sécurité sociale à l'équilibre en trois ans, un déficit public sous les 3 % de notre richesse nationale avant 2032, puis l'équilibre budgétaire d'ici 2037. D'autres pays y sont arrivés. Nous pouvons le faire.

Mais pour y arriver, il faut **une stratégie et une méthode.**

Ma stratégie est claire : **donner à la France un temps d'avance**, pour ne plus subir les crises et **tourner enfin notre modèle vers la jeunesse.**

Grâce d'abord, à une double règle d'or.

Trop longtemps, les responsables politiques ont refusé de faire des économies. Alors, il faudra les y contraindre par **une règle d'or dans notre Constitution : d'ici 10 ans, tout budget devra être voté à l'équilibre.**

J'y ajoute une deuxième **règle d'or pour tourner notre modèle tout entier vers nos jeunes et l'avenir** : nous devons dépenser moins pour les dépenses courantes et pour les dépenses sociales, et plus pour l'avenir et pour l'éducation.

Mais ma stratégie ne se limite pas à cette double règle d'or. Il nous faut aussi des **principes clairs** pour que le redressement de nos finances publiques soit accepté, partagé et juste.

Premier principe : l'État et les collectivités locales devront montrer l'exemple.

Il faudra notamment tout changer dans notre organisation, supprimer des échelons, tout simplifier. Plus de 7 milliards d'euros pourront ainsi être économisés chaque année.

Je proposerai un plan de départs volontaires pour supprimer 100 000 postes de fonctionnaires avec une prime de départ pour les fonctionnaires qui choisiront de quitter la fonction publique. Et un ministre qui n'aura pas atteint ses objectifs d'économies ne pourra pas rester au Gouvernement.

Deuxième principe de ma stratégie : la priorité au travail.

Jamais je ne ferai d'économies sur le dos de ceux qui travaillent et créent la richesse du pays. C'est pourquoi deux tiers des économies seront réalisées sur nos dépenses sociales. Elles sont aujourd'hui hors de contrôle : arrêts maladie, réforme de l'assurance-chômage et, bien sûr, système de retraite...

S'agissant de notre système de retraite, qui représente un quart de notre dépense publique et qui prend l'eau, il faudra tout remettre à plat.

Contrairement à d'autres, je ne propose pas des ajustements à la marge pour maintenir artificiellement un modèle périmé. Il faut en changer. Je propose donc un système universel, plus juste, sans âge légal, avec de la capitalisation pour tous, et qui ne pourra plus être en déficit.

Troisième principe, la justice.

Chacun contribuera à la hauteur de ses moyens. L'effort sera partagé, ou il échouera. Je refuse que les efforts soient toujours portés par les mêmes.

Pour réussir, il faut embarquer largement, partager le pouvoir avec tous ceux qui ont l'intérêt général au cœur dans une grande coalition des démocrates. C'est ce qu'ont fait les autres grandes démocraties européennes. La situation est extrêmement grave et le désendettement doit être érigé en cause d'unité nationale.

Il faudra travailler nos réformes, notamment celle des retraites, avec les partenaires sociaux, en respectant leurs voix et en acceptant de laisser patronats et syndicats négocier, sans que le Gouvernement n'intervienne sans cesse.

Mes chers compatriotes,

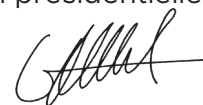
Je dirai toujours ce que je crois juste pour le pays. Car la vraie injustice serait de laisser à nos enfants et nos petits-enfants une facture qu'ils n'ont pas choisie et qui les entrave.

Il en va de notre souveraineté et de notre avenir.

Vous pouvez compter sur moi.

Gabriel Attal

Ancien Premier ministre
Candidat à l'élection présidentielle



Vous aussi, contribuez au redressement de nos finances publiques et de notre économie. PROPOSEZ VOS IDÉES !
Scannez ce QR CODE avec votre téléphone portable et partagez vos réflexions.

✉ contact@attalpresident.fr | ☎ 06 17 61 40 02

